

Burundi : Le Gouvernement divisé sur l'imposition des hauts dignitaires

@rib News, 20/03/2012 Selon des sources bien informées, le président de la République du Burundi et ses deux vice-présidents seraient favorables au paiement de l'impôt professionnel sur revenus (IPR) par les hauts dignitaires de l'Etat. Cependant, précise la même source, les autres membres du Gouvernement ne sont pas favorables au paiement de taxes sur leurs salaires. Ces hauts dignitaires disent avoir contracté des crédits dans des banques et estiment qu'ils n'ont pas les moyens de payer l'IPR.

Ces informations semblent aussi être confirmées par le président de l'Olucome Gabriel Rufyiri. Lors d'une émission radiodiffusée de la Radio publique africaine (Rpa), le président de l'Olucome a fait savoir qu'au cours de cette semaine est entretenu avec le président du parti présidentiel, Jérémie Ngendakumana, qui lui a fait savoir que le paiement de l'IPR par les hauts cadres de l'Etat est difficile. Selon lui, si les dignitaires de l'Etat ne paient pas des impôts, alors sont parmi les mieux payés du pays, des grèves seront organisées pour les ramener à la raison et les contraindre à payer de l'IPR. A l'Office burundais des recettes (OBR), les prévisions des collectes de plus de 517 milliards de francs burundais en 2012, sont calculées en prenant compte des impôts des dignitaires de l'Etat. Si ceux-ci ne sont pas payés cette année, ces prévisions ne seront pas atteintes. [JMM]